

LéaV - Laboratoire de l'École nationale supérieure
d'architecture de Versailles

Publications du LéaV
Éditions en ligne

3^e séminaire « Ville, territoire, paysage »
ENSA Versailles et ENSP Versailles
Les écoles d'architecture et de paysage dans leur territoire
Actes des journées d'études des 13 et 14 juin 2019

Sous la direction de Roberta Borghi et Stéphanie de Courtois

Regards croisés sur un chantier pédagogique : la “ rénovation verte du quartier ” de Belle-Beille à Angers

Morgane Bourigault, Hervé Davodeau et Élise Geisler

Pour citer cet article

BOURIGAULT Morgane, DAVODEAU Hervé et GEISLER Élise, « Regards croisés sur un chantier pédagogique : la “rénovation verte du quartier” de Belle-Beille à Angers ». In : BORGHI Roberta et COURTOIS Stéphanie de (dir.), 2022. *Les écoles d'architecture et de paysage dans leur territoire*. Actes des journées d'études du 3^e séminaire « Ville, territoire, paysage » (organisé les 13 et 14 juin 2019), LéaV/ENSA Versailles, mis en ligne le 1^{er} février 2022, p. 143-154.

ISBN : 978-2-9578793-0-4

Regards croisés sur un chantier pédagogique : la « rénovation verte » du quartier de Belle-Beille à Angers

Morgane Bourigault, Hervé Davodeau
et Élise Geisler

Le support du partenariat pédagogique établi entre Agrocampus Ouest et la ville d'Angers est l'opération de « rénovation verte du grand Belle-Beille » (Juteau, Rochard, 2020). De 2016 à 2024, cinq cents millions d'euros (dont cent millions de l'ANRU) sont investis dans les quartiers de Monplaisir et Belle-Beille où – pour Belle-Beille – plus de 1 300 logements seront rénovés, 500 construits, 623 démolis. Ainsi 11 600 habitants voient actuellement leur quartier profondément évoluer, les travaux étant déjà entamés, en particulier pour l'arrivée du tramway qui sera mis en service en 2022. Mais Belle-Beille accueille aussi dix mille étudiants, dans un campus universitaire relativement isolé du quartier d'habitations. C'est d'ailleurs l'un des objectifs du programme urbain que de relier les deux ensembles, et le partenariat pédagogique s'inscrit dans cette perspective.

Cette collaboration s'est traduite par des mémoires de fin d'étude portant sur le quartier, des projets individuels et collectifs de conception et réalisation, et plusieurs projets collectifs en lien avec les habitants (médiation paysagère). L'objectif de ce texte est de répondre aux deux questions de l'appel à communication : « comment la singularité des territoires influe (ou non) sur les contenus voire sur les modalités des enseignements ? », « comment les écoles conçoivent leur propre rôle dans les dynamiques de projet de ces territoires ? ». En confrontant les points de vue de la développeuse territoriale de la ville d'Angers et des enseignants-chercheurs de l'école du paysage, nous soulignons les vertus d'une pédagogie ancrée sur son territoire et les plus-values pour le territoire et pour le projet d'un tel partenariat pédagogique. Nous structurons ce questionnement « en miroir » à travers trois entrées qui se sont imposées à nous au cours des discussions préparatoires au colloque : le terrain et le paysage d'abord, la participation ensuite, et la question plus transversale des temporalités enfin.

Pour l'enseignant, développer un enseignement sur le quartier où se situe l'école permet d'exploiter les vertus pédagogiques de cet ancrage, même s'il faut aussi surmonter les difficultés inhérentes à toute pratique de terrain (Zrinscak 2010), y compris dans une telle proximité. Le terrain permet à la fois une pédagogie inductive (construire des questions à partir des observations) et déductive (rechercher dans le terrain les manifestations des connaissances théoriques). Il est une ressource qui permet de faire de choses que l'on ne peut pas faire ailleurs et autrement, il facilite une pédagogie expérimentale et expérientielle : rencontrer des acteurs dans leur espace quotidien, observer les usages ordinaires des habitants, les pratiques professionnelles des élus et gestionnaires. Par ailleurs le terrain produit sur les étudiants un effet de réalité stimulant en les rapprochant de la vie professionnelle qui les attend à l'issue de leur formation. En même temps qu'elle galvanise, cette confrontation préfigure aussi certaines difficultés : la faible disponibilité des partenaires, les conflits interpersonnels, les conditions de travail, etc. Le terrain est donc aussi un désenchantement sous certains aspects, ce qui en retour peut conduire les étudiants à exprimer une critique de la pédagogie si elle est jugée en retour déconnectée (du terrain). À l'inverse, celle-ci peut être confortée dans son décalage : l'enseignement n'a pas à reproduire les mauvaises habitudes de travail au prétexte de la professionnalisation des formations ! N'est-il pas heureux en particulier de consacrer plus de temps à la pratique de terrain que ce qu'il serait possible de faire en situation professionnelle ? Plus spécifiquement, et en lien avec les compétences propres que nous développons dans nos cursus, travailler sur ce terrain permet d'inscrire notre établissement dans la trajectoire de l'aménagement du territoire en France. L'étudiant éprouve alors concrètement et intimement cette perspective historique en confrontant sa propre histoire personnelle l'ayant conduit à étudier « ici », en prise avec l'histoire urbaine et territoriale : celle des grands ensembles des années 1950 du quartier de Belle-Beille (la première opération de cette envergure en France) et celle de l'école d'horticulture angevine liée à l'aménagement du Val d'Authion dans le cadre de la politique de modernisation de l'agriculture française des années 1960. L'ancrage au terrain renvoie donc à une histoire et à une géographie, à des héritages encore actifs, à des acteurs passés et présents.

Pour la développeuse territoriale aujourd'hui en charge de l'animation de la *Maison du projet*¹, l'un des enjeux de l'aménagement de Belle-Beille est de réussir à décroiser le quartier d'habitation du campus qui s'y est greffé à partir des années 1970-1980, mais sans que cette greffe ne prenne réellement et ne bénéficie vraiment au quartier, comme en témoignent les fermetures de commerces et de services à la population que la présence de milliers d'étudiants à proximité ne parvient pas à maintenir. Pour les habitants, le campus génère plus de nuisances (passages des bus, problèmes de stationnement) que de retombées positives. Par ailleurs, la question de l'ancrage se pose différemment pour les habitants : le projet urbain se donne pour objectif non seulement de désenclaver le secteur des grands ensembles pour mieux l'ouvrir sur l'ensemble du quartier mais aussi de mieux rattacher le quartier dans son ensemble au contexte urbain environnant : c'est le sens de la rénovation du « grand » Belle-Beille. L'intention est donc moins de renforcer l'appartenance des habitants à leur quartier (car ce sentiment est déjà fort) que de leur permettre de mieux s'approprier une échelle urbaine plus large et moins exclusive... On perçoit là l'ambivalence de la question de l'ancrage, posée différemment selon les points de vue du pédagogue ou de la chargée de mission. Pour autant, ces sujets de l'appartenance territoriale et de l'identité posés sur et par le terrain aux étudiants sont évidemment aussi au cœur de leur formation, en particulier dans les unités d'enseignements « Médiation paysagère et participation », « Controverses environnementales et paysagères », « Démarches audiovisuelles et paysage » et « Projet urbain ».

Introduire le sujet du paysage dans un quartier populaire

Même si la recherche a travaillé ce sujet (Blanchon 2007, Delbaere 2016), il n'est pas si habituel de « chercher du paysage » dans un quartier de grands ensembles de l'après-guerre : de demander aux étudiants d'en déceler les qualités, d'en comprendre l'histoire et les enjeux de gestion actuels. En cela « pister » le paysage est une « recherche » car le terme est peu utilisé par les habitants, ce dont les étudiants ont pris conscience lors des ateliers en salle ou durant les sorties sur le terrain. La question étant pourtant centrale dans leur formation, cette absence doit non seulement être interprétée par les étudiants

(pourquoi cette marginalisation, que révèle-t-elle ?) mais aussi compensée... car il faut bien faire avec : puisque la commande leur demande d'éclairer la nature des relations sociales (usages, représentations, attentes) des populations à l'égard de leur(s) paysage(s), comment en parler, comment leur en faire parler ? Faut-il assumer cette entrée au risque de ne pas toujours bien se faire comprendre ? Comment faire preuve de pédagogie pour lui donner un contenu précis, au risque d'imposer leur propre définition ? Faut-il contourner « le paysage » en utilisant des équivalences, mais « territoire, cadre de vie, environnement, patrimoine, ambiance » véhiculent-ils les mêmes significations ? Les étudiants abordent ici des enjeux qui ne sont pas seulement sémantiques car ils renvoient à des questions de recherche fondamentales sur ce qu'est le paysage mais aussi sur la nature de l'action paysagère : si elle peut s'exprimer « à découvert » avec une utilisation explicite du paysage, elle « avance masquée » bien souvent. Dans ce cas, il faut alors débusquer le paysage dans les motivations implicites des acteurs : un quartier populaire comme Belle-Beille est caractéristique de cela, comme nous l'avons observé et analysé à travers un jeu de rôle réalisé avec les étudiants sur le conflit des terrains de sports informels de la Lande sur lesquels il était envisagé de bâtir le projet, avant que les riverains ne s'y opposent en mobilisant le paysage sans le nommer (Davodeau, Toublanc, 2019). Dans une visée plus opérationnelle (toujours du point de vue de l'enseignant), se saisir d'une telle opération urbaine permet de focaliser l'attention des étudiants sur sa dimension paysagère en questionnant l'objectif affiché de « rénovation verte » : quelle réalité recouvre le slogan ? Un changement d'image certainement – verdir le quartier des grands ensembles dont le projet efface les barres les plus imposantes –, mais au-delà et sur un plan plus tangible, quel verdissement ? Le quartier est de fait déjà très végétalisé, c'est même ce qui fait sa caractéristique, comme en témoigne une simple vue aérienne², et l'une de ses qualités pour les habitants. L'analyse historique du quartier démontre combien était centrale – bien que périphérique dans l'espace – la valorisation du parc et des étangs Saint-Nicolas dans la programmation et la conception du premier grand ensemble angevin. Par conséquent, alors que le paysage urbain est déjà vert, qu'entendre par « rénovation verte » ? Ici c'est moins la nature du paysage que l'on questionne que celle du projet et plus spécifiquement « de paysage » dont la

caractéristique – si l'on suit le discours des praticiens et que l'on s'appuie sur les recherches qui le théorisent (Besse, Fromonot, Marot) – valorise « l'existant ». Le travail des étudiants consiste donc moins à identifier les problèmes et dysfonctionnements (selon l'idée d'un « diagnostic ») que les qualités perçues des paysages tels qu'ils sont, l'objectif étant de les transmettre aux porteurs du projet dans l'espoir qu'ils les prennent en charge (bien-sûr les étudiants se questionnent sur les raisons profondes de leur travail et sa capacité à véritablement infléchir le projet). Les étudiants tout autant que le paysage qu'ils travaillent jouent un rôle de médiateurs entre les habitants et les porteurs du projet. Ils relaient une parole habitante qui ne considère pas les paysages comme des patrimoines à conserver et à transmettre en l'état mais plutôt comme des « communs paysagers » supports d'usages à préserver ou à développer (Sgard *et al.*, 2018). Enfin, si le quartier de Belle-Beille permet de travailler sur les apports du paysage au service d'une action publique, il permet aussi d'en mesurer les limites car l'entrée paysagère butte sur des questions qui lui échappent, comme par exemple la fermeture des commerces de proximité qui préoccupe beaucoup. Cela permet donc de relativiser les potentialités de l'action paysagère ainsi que les vertus pédagogiques du paysage : en somme d'en faire prendre la juste mesure aux étudiants.

Pour la développeuse territoriale, le paysage est un enjeu réel du projet. L'objectif politique est effectivement de changer l'image du quartier en améliorant l'accès au parc, en facilitant les mobilités et les cheminements, mais aussi en conservant la qualité du cadre de vie existant malgré les transformations en cours et à venir (démolitions, reconstructions). À la *Maison du projet*, les habitants expriment leurs inquiétudes à l'égard de ces transformations. Le projet est perçu par beaucoup comme une rupture, un facteur de déstabilisation du cadre de vie et des habitudes. Dans ce contexte, le réflexe est de recourir à l'argument d'autorité d'une nature à préserver, d'autant que la « rénovation verte » s'est d'abord traduite par l'abattage des grands arbres de l'avenue Patton lors du lancement du chantier du tramway... Si de son point de vue de professionnelle le sujet du paysage est effectivement difficile à aborder avec les habitants et usagers de la *Maison du projet*, le thème permet de traiter des biens communs que sont le parc, les arbres, les espaces publics, les terrains de sport. Mais elle reconnaît aussi la difficulté d'une

concertation sur le paysage (c'était la mission des étudiants) dans la mesure où pour les habitants ce qui est la priorité est moins le paysage que le logement, véritablement dégradé (une partie seulement d'entre eux ont déjà été réhabilités, les autres le seront dans le cadre du projet). Aussi, en dépit de son caractère transversal, il peut paraître décalé de faire du paysage la clé d'entrée pour recueillir la parole habitante, voire même être vécu comme une diversion stratégique de *greenwashing* !

Pour ne pas être pris en porte-à-faux, les enseignants comme la développeuse territoriale doivent donc véritablement s'engager dans leur approche du paysage, la politiser au sens plein du terme (Davodeau, 2015). Alors que le sujet sert parfois à neutraliser la parole habitante, l'objectif est au contraire de l'activer, de rendre véritablement « sensible » la question du paysage, d'armer les habitants du paysage face aux projets qui les concernent et qui les affectent, de faire du paysage un levier d'*empowerment* (« capacitation »). Mais pour que les populations ne soient pas des contemplateurs ou usagers passifs des paysages qui leur sont livrés, sans doute est-il nécessaire de déployer auprès du plus grand nombre non seulement une culture mais une critique démocratique du paysage³, d'inventer ce qui s'apparenterait à une éducation populaire du/au paysage ?

Se former aux démarches participatives en mobilisant l'enjeu du paysage

Si les enjeux et les méthodes de la participation peuvent être éclairés en salle dans le cadre d'un cours, ils doivent surtout être mis à l'épreuve sur le terrain. Dans le cadre de la collaboration avec la *Maison du projet*, les étudiants ont été amenés à concevoir et animer des réunions publiques et ateliers sur le thème des perceptions et usages du parc Saint-Nicolas, des places et placettes du quartier, ou encore des « lieux de répit » (**fig. 1**). Ils y ont expérimenté des démarches, testé des outils, les ont adaptés aux conditions qu'ils ont rencontrées, en particulier le problème de la mauvaise représentativité des participants au regard de la sociologie du quartier. C'est ce constat qui les a conduits à détourner l'exercice du jeu de rôle, du moins tel que nous l'avons pratiqué en salle à des fins d'analyse du jeu d'acteurs et de déconstruction des discours autour d'une situation de conflit (Davodeau, Toubanc, 2018). Pour compenser



1. Atelier « lieux de répit à Belle-Beille » (Centre Jacques Tati, Belle-Beille, 2020).
Ateliers menés par des étudiants en M2 Paysage d'Agrocampus Ouest avec des enfants de CM2
des écoles Aldo Ferraro et Pierre et Marie Curie.

l'absence de certaines catégories de population lors des ateliers, ils ont inventé un jeu de cartes permettant aux personnes présentes d'endosser le profil des catégories absentes et de tenter d'exprimer pour eux leurs attentes, et par là de se décentrer vis-à-vis des leurs. Ainsi, concrètement travaillée, la situation les a poussés à faire preuve d'inventivité en les incitant à adapter leurs savoir et savoir-faire à ladite situation et aux problèmes rencontrés : non seulement celui de la représentativité, mais aussi celui de la mobilisation difficile des publics dont le profil était loin des leurs – personnes âgées, d'origine immigrée (problème de la langue et de la maîtrise de l'écriture), à mobilité réduite, faiblement diplômées, etc. –. Ce n'est pas seulement l'épreuve du terrain qui se manifeste ici, mais celle d'un terrain dont la particularité est d'être l'un des quartiers les plus pauvres d'Angers, à la fois si proche (spatialement) et si loin (socialement) de l'École de paysage... Plus fondamentalement, ce public et ces ateliers ont questionné les étudiants sur l'objectif de mixité sociale au nom duquel le projet de renouvellement urbain est mené. Alors qu'intuitivement et « à distance » le principe était pour eux naturellement partagé, ce qu'engage sa traduction dans le projet par le relogement hors du quartier d'une partie de la population la plus fragile – afin de diminuer le taux de logements sociaux – les a beaucoup interrogés. Nous ne l'avons pas suffisamment fait, du moins seulement informellement par des discussions, mais l'appui d'articles critiques sur le sujet (Charmes, 2009) aurait permis de mieux construire la discussion et d'apporter un certain nombre d'éléments de réflexion aux étudiants.

Du point de vue de la *Maison du projet*, faire appel à des étudiants pour animer des ateliers était une manière de miser sur la force du nombre (dix à quinze étudiants), l'engagement et l'inventivité de la jeunesse, mais d'une certaine façon aussi de légitimer la démarche auprès des habitants par cette collaboration pédagogique. Sur le fond, c'était aussi un moyen de monter en compétences les habitants (Balteau, 2018), l'idée fondamentale étant que ce travail d'éducation populaire soit un préalable à la phase de participation officiellement mise en œuvre dans le processus de projet. Pour les agents de la ville, ce processus n'est pas sans risque car les étudiants ne sont pas des professionnels de la concertation : leur manque de maturité – en particulier dans le contexte particulier que nous avons décrit – peut fragiliser la participation « institutionnelle » qui doit

s'enclencher à la suite de leur travail. Cela nécessite donc pour les agents territoriaux d'être clairs avec les habitants sur cette partition en assumant sa nature pédagogique et expérimentale.

Les temporalités du projet et celles de la pédagogie

Engager un tel partenariat, sur plusieurs années et dans une telle proximité géographique, présente évidemment pour les enseignants beaucoup d'avantages : il permet un travail sur la durée avec l'enchaînement, la continuité et la progression pédagogique. Les étudiants, à travers leur parcours de formation, entrent généralement en contact avec ce terrain dans le cadre de plusieurs enseignements, avec des problématiques et des jeux d'acteurs différents, les incitant sans cesse à renouveler leur regard sur le quartier. Ces expériences pédagogiques visent aussi à faire en sorte que le paysage favorise un quotidien qui reste acceptable en période de chantier, que les transformations qui bouleversent le cadre de vie des habitants soient un support pédagogique pour les faire accéder à l'histoire du quartier et ses évolutions, et ainsi leur permettre de donner du sens aux changements en cours et peut-être même de mieux les vivre. Par ailleurs et même si ce n'est pas sa finalité principale, le travail pédagogique peut aussi alimenter la réflexion des acteurs du projet en confortant leurs visées, ou en attirant leur attention sur certains enjeux qui ne sont pas pris en charge ou sont sous-estimés.

Créer des liens de confiance

Ce partenariat facilite en ce sens la création de liens de confiance avec les acteurs du projet. Il est – du point de vue de la développeuse territoriale – ressenti réciproquement par les agents municipaux à l'égard des universitaires engagés dans le partenariat. Cette relation est d'autant plus essentielle que le renforcement du lien quartier-campus est un enjeu fort du projet. Cette confiance est encore plus essentielle pour les habitants, éloignés et méfiants à l'égard de l'institution scolaire et universitaire. Si les étudiants passent, les enseignants demeurent et leur engagement sur le temps long est rassurant pour les habitants qui participent aux activités de la *Maison du projet*. Les agents territoriaux mobilisés dans ce partenariat le vivent comme un moyen de « lever le nez du guidon », s'extraire de la temporalité politique qui

rythme leur activité professionnelle, et bien-sûr aussi réactualiser des connaissances. Cette collaboration sur le temps long nécessite aussi de capitaliser les expériences pédagogiques conduites, de prendre le temps du bilan et de la réflexivité. Une autre manifestation de la temporalité, toujours du point de vue de l'agent de la *Maison du projet*, est de concilier celle de la pédagogie et celle des habitants car la courte année universitaire a ses contraintes qui ne sont pas toujours en phase avec le projet : les étudiants sont mobilisables seulement au premier semestre (avant leur départ en stage) à une période automnale et hivernale peu favorable aux ateliers (en soirée). Mais les habitants ont aussi leurs temporalités spécifiques, en particulier dans ce quartier qui connaît le plus fort *turn-over* à Angers : il faut accepter que participent aujourd'hui des habitants qui ne le seront plus demain.

*Témoigner des mutations paysagères passées,
en cours et à venir*

Cette dimension temporelle est aussi consubstantielle à un projet qui s'étale sur quinze ans et questionne l'histoire et le devenir du quartier. Elle questionne évidemment l'enjeu patrimonial clairement souligné pour les acteurs en charge des opérations de renouvellement urbain (Blanchard, 2013). Même si le travail n'a pas été conduit avec les étudiants paysagistes, la mise au jour d'une exposition réalisée par les habitants du quartier en 1986 (une série de posters découverts par hasard, numérisés puis restaurés), et surtout l'élaboration par les étudiants en histoire de l'université d'un site Internet consacré à l'histoire du quartier (plans anciens, témoignages vidéo d'habitants présents depuis la construction), a fortement nourri leurs projets.

En effet, dans la mesure où le renouvellement urbain se donne pour objectif de transiter de l'époque des grands ensembles (démolition des barres les plus massives) à celle de la ville durable (construction d'un immeuble en bois envisagé comme l'emblème de la nouvelle identité), le projet est alors pour nous un support pour questionner avec les étudiants la valeur patrimoniale d'un certain nombre d'édifices en les éclairant de connaissances historiques et en les « incarnant » : pour l'habitat pavillonnaire le mouvement d'autoconstruction avec les Castors et le personnage charismatique de Christine Brisset (Légé, Tanter, 1987)⁴, et pour les grands ensembles

le rôle joué par l'angevin Claudius-Petit trouvant à Belle-Beille un site d'expérimentation des ZUP, l'urbanisation du plateau étant antérieure au décret national du 31/12/1958. La développeuse territoriale souligne la tension qui existe entre les enjeux de patrimonialisation et la volonté de rénover ces immeubles afin de prolonger leur vocation de logement social. Pour spatialiser ces informations, une étudiante paysagiste⁵ a consacré son stage à cartographier les phases de l'urbanisation du quartier, qui a ensuite alimenté le travail de conception d'autres étudiants lors d'ateliers de projet.

Cette transformation sur le temps long permet également la production par les étudiants de travaux témoignant des mutations paysagères en cours. Depuis cinq ans, des étudiants paysagistes donnent de manière poétique, parfois engagée, leur représentation (photographique et/ou phonographique) du quartier, y révélant, cette fois-ci le vécu ordinaire de ses habitants, témoignant des transformations socio-spatiales en cours, figeant parfois une image du quartier à un temps T, imaginant par le son ou par l'image un avenir possible, souhaité ou non (**fig.2**). Le présent d'une promotion devient le passé d'une autre, quelques mois pouvant suffire à bouleverser un paysage qui était familier à ses habitants. Une vidéo en *timelapse* réalisée par deux étudiants à partir de photos prises dans le présent (2017) nous projetait par exemple dans l'ambiance sonore de la future ligne du tramway dont la livraison est prévue début 2022. Trois ans plus tard, la vidéo fait coexister un paysage visuel disparu (les alignements de platanes de l'avenue Patton) avec un paysage sonore futur (la deuxième ligne du tramway angevin). Un reportage photographique a immortalisé un lieu incontournable du quartier aujourd'hui disparu, parmi les seuls à réunir jusque-là habitants et universitaires : l'Atmos Bar. Cette trentaine de représentations au total à ce jour, ayant fait l'objet pour certaines d'expositions à la *Maison du Projet*, constituent une sorte d'observatoire des paysages de Belle-Beille, mémoire d'un territoire en mutation, support potentiel d'échange entre les habitants, les acteurs de l'aménagement et les universitaires.

*Se projeter, mais aussi évaluer
ce qu'on a projeté*

Si la proximité d'un terrain en projet sur le temps long permet aux étudiants d'en comprendre



2. Façades sonores (Dussaule, Fourey, 2017). Extrait visuel d'une POM (Petite Œuvre Multimédia) réalisée à Belle-Beille par des étudiants en M1 Paysage d'Agrocampus Ouest.

l'histoire et d'y projeter des futurs possibles en contact direct avec sa population, elle permet aussi une forme d'évaluation a posteriori par les enseignants, ce qui est plus rare dans l'enseignement, notamment du projet : voir si des hypothèses émises quelques années auparavant ont été validées, voir si un espace qui avait été pensé, dessiné, voire réalisé, a été approprié, et tenter de comprendre les réussites et parfois les écueils de ces projets.

Un atelier de projet visait ainsi il y a quelques années la création d'un nouvel espace temporaire de rencontre sur une place dévitalisée (cité universitaire démolie, commerces vidés), la place de la Dauversière. Il en ressort aujourd'hui que cet espace transitoire était peut-être voué à l'échec, quelle que fût la qualité de l'aménagement produit, l'atteinte à la qualité paysagère « de l'existant » (de beaux arbres ont été abattus lors de la démolition de la résidence universitaire) ayant fragilisé le projet. L'espace d'aujourd'hui reste ce qu'il était hier : un lieu traversé, sans plus-value d'usage. Seuls les bacs potagers montrent aujourd'hui un intérêt comme outils de médiation auprès des scolaires (Pierre et Marie Curie), à condition d'être gérés et régulièrement animés par des acteurs du quartier. Cela pose de nombreuses questions aux futurs paysagistes et à leurs enseignants : pourquoi faire adhérer des habitants à une démarche de construction si c'est pour voir l'aménagement disparaître à court terme ? Comment faire (sur)vivre une intervention ponctuelle intense et cadrée sur le temps long ? La matérialisation spatiale permet-elle à elle seule de pérenniser des usages visés ?

D'autres projets ont montré que c'était au moins autant l'activité programmée dans un lieu que l'espace lui-même qui en permettait une appropriation sur le temps long. C'est le cas du « terrain d'aventures » expérimenté l'année dernière rue Champagny et initiée par le Centre Jacques-Tati, sur le modèle des *Abenteuerpark* et autres terrains vagues. Les terrains d'aventures, lieux d'investigation et d'expérimentation libres à destination des enfants, ont été développés dans les années 1960-1970 en Allemagne, puis en France, par l'intermédiaire d'associations d'éducation populaire (Léo Lagrange, Franca Cemea).⁶ Ils dénonçaient la pauvreté des jardins publics, faisant des enfants des consommateurs d'équipements ne laissant aucune place à la créativité. Occupation temporaire de

l'espace, le terrain d'aventures de Champagny avait pour vocation à amener les enfants à construire leur propre paysage (cabanes et parcours) et à le pratiquer. Le paysage n'est ici plus simplement considéré comme un objet que l'on contemple de loin ou que l'on subit (celui des chantiers), mais comme un lieu que l'on s'approprie, qu'on pratique par tous les sens et qu'on aménage en fonction de ses envies. Cet espace qui possédait déjà des qualités paysagères certaines (présence d'arbres, covisibilité depuis les habitations), se voit aujourd'hui, malgré la disparition des cabanes, bien plus fréquenté par les enfants du quartier, laissant envisager à l'équipe de maîtrise d'œuvre l'aménagement pérenne d'un terrain d'aventures. Ce n'est donc pas toujours (ou seulement) la mise en forme de l'espace qui fait projet, mais aussi l'accompagnement de cette mise en forme.

Gérer l'attente, accompagner le chantier

La durée très longue de l'opération de renouvellement urbain impose aux gestionnaires de « gérer l'attente » entre les travaux de démolition et les nouvelles constructions. C'est pourquoi la ville a formulé la commande auprès des étudiants ingénieurs-paysagistes de deux projets « transitoires » place de la Dauversière, déjà mentionnés, et d'un projet d'accompagnement du chantier à travers la notion de « lieux de répit ». Cet atelier visait une partie de la population particulièrement touchée par la transformation du quartier : les enfants. Vivre son enfance dans le chantier est un bon prétexte pour apprendre son histoire, surtout lorsqu'elle est mise à distance par un projet qui se donne comme objectif de faire évoluer l'image et l'identité du quartier. Mais c'est aussi l'occasion, pour ne pas faire que subir ce chantier et ses nuisances (bruit, désorientation due aux démolitions et aux travaux de voiries, etc.), de le comprendre et même d'y participer, afin de mieux l'accepter.

Les étudiants, d'abord perturbés par la commande (on leur demandait d'accompagner le projet et non de le faire !), se sont rapidement interrogés sur la plus-value de leur étude par rapport aux nombreuses autres réalisées sur le quartier. C'est au contact des enfants et des acteurs du quartier qu'ils ont compris que si le répit, au premier abord, pouvait être associé à un lieu calme où l'on peut se reposer, il pouvait aussi être conçu comme un moment ou une activité

plus qu'un espace dédié, comme une action qui peut être elle aussi bruyante, une stabilité quand tout bouge autour de nous. Créer des lieux de rencontre, de transition plutôt que temporaires, « enchanter le chantier » en le rendant accessible, en le dévoilant, en l'expliquant, devenait finalement le réel enjeu de leur intervention. Si l'expérience a été déstabilisante pour les étudiants, elle a aussi été très formatrice, car proche de la complexité de l'aménagement urbain aujourd'hui. Elle a proposé une multitude de pistes d'accompagnement du projet à courts et moyens termes, dont certaines pourront être concrétisées par la maîtrise d'œuvre et les agents municipaux, comme la réalisation d'installations légères de transition (signalétique évolutive en fonction des lieux et des temps du chantier, préfiguration d'un sentier reliant le chantier à l'étang Saint-Nicolas, belvédères et fenêtres pour donner à voir et entendre le chantier...), et la programmation d'activités sur les espaces laissés vacants le temps des travaux (activités de construction de mobilier dans la perspective de la résidentialisation des pieds d'immeubles, interventions artistiques pour « enchanter le chantier », etc.).

*Conclusion : l'interculturalité, angle mort
ou fausse piste ?*

L'un des apports de cette collaboration pédagogique autour de la rénovation urbaine de Belle-Beille aura été de faire travailler les étudiants avec différents publics (et les différents publics avec les étudiants) : les enfants des écoles primaires du quartier, les adolescents du collège Rabelais, les participants (souvent âgés) aux ateliers participatifs de la *Maison du Projet*. Autant ces profils d'habitants ont permis de toucher diverses tranches d'âges et catégories sociales, autant le facteur culturel n'a pas été ciblé pour chercher à atteindre une certaine « représentativité » du quartier. Faut-il le regretter ? Qu'en déduire ?

Tant que le projet de renouvellement urbain associé à l'arrivée du tramway n'a pas encore généré la mixité sociale attendue et qu'elle ne se soit pas traduite par une gentrification qui semble inévitable, la population du quartier demeure assez homogène socialement. Par contre il est vrai qu'elle est extrêmement diversifiée culturellement grâce à la proportion importante de populations d'origine étrangère, cette diversité étant visible dans les usages quotidiens : par exemple les pratiques culturelles(/relles)

dans les jardins familiaux où les odeurs et couleurs expriment des savoir-faire et des sensibilités très contrastés, mais aussi dans des usages « ordinaires » mais spécifiques comme la pêche à l'étang Saint-Nicolas particulièrement prisée par la communauté vietnamienne. Or, pour l'enseignant comme pour la développeuse territoriale, cette réalité apparaît comme un angle mort, aussi bien dans la pédagogie où elle n'a pas été travaillée que dans le projet où elle ne l'est pas davantage. Cette diversité qui s'exprime dans les jardins, comment la traduire à l'échelle du paysage ? Comment prendre en compte les différences dans le projet ? Cette difficulté à prendre en charge cet aspect – délicat il est vrai – traduit certainement l'ambiguïté du sujet de l'identité paysagère avec son arrière-plan idéologique et politique très sensible (communautarisme *versus* intégration-assimilation)... L'opération de « renouvellement » urbain avec son objectif d'une plus grande mixité sociale ne peut pas faire l'économie d'une réflexion sur la diversité culturelle et son expression paysagère : comment faire en sorte que le paysage « ressemble » à sa population ? N'est-ce pas la condition pour qu'il « rassemble » ?

Mais à la lumière de cet exercice de réflexivité pédagogique, la dimension culturelle nous apparaît finalement être une fausse piste, dans la mesure où la diversité de la population doit plutôt être prise sous l'angle du temps de présence dans le quartier (on retrouve la question de la temporalité) : Belle-Beille étant le quartier d'Angers où l'on accède le plus rapidement à un logement social, un *turn-over* très fort génère un renouvellement de population intense et régulier. Ainsi, comme d'autres sujets qui s'imposent dans ces quartiers selon une focale nécessairement culturelle alors qu'ils sont surtout une question sociale, le paysage ne doit sans doute pas d'abord être pensé en terme d'ancrage mais de façon plus dynamique : l'enjeu est moins de le mettre au service d'un enracinement que d'un repérage et d'un balisage utile à l'accueil et au transit des nouveaux habitants, selon une forme de stabilisation moins définitive que le rôle que l'on veut trop souvent lui faire jouer dans un registre strictement identitaire. C'est peut-être cette fonction du paysage qui mériterait désormais d'être travaillée pédagogiquement par les porteurs du projet, les étudiants et les enseignants-chercheurs.

Notes

1. Située au 33, avenue Notre-Dame du Lac, la Maison du projet inaugurée en 2016 est le lieu d'information mis en place par la ville d'Angers au sujet de la rénovation urbaine du quartier de Belle-Beille. Elle sert de lieu d'exposition sur le projet et héberge les ateliers de participation.

2. Un des leitmotivs du projet pointe que le quartier n'a « pas de cœur mais trop de poumons » (verts).

3. Un réseau de paysagistes et d'enseignants-chercheurs des écoles d'architecture et de paysage travaillent à l'élaboration théorique et pratique d'une critique de l'espace public. La revue en ligne *Banc Public* est un des supports d'expression de cette critique : <http://revuebancpublic.blogspot.com>.

4. Voir aussi MONTELLIER, Chantal, JAUBERT, Marie-José, 2012. *L'Insoumise*. Arles : Actes Sud-l'An 2. Écouter aussi l'émission de radio : <https://www.radiopanik.org/emissions/l-heure-de-pointe/christine-brisset-ou-le-peuple-dici-bas/>

5. MORANTON, Lisa, 2017. *Histoire de l'urbanisation du quartier de Belle-Beille à Angers*. stage de Master 1 Agrocampus Ouest.

6. Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 1937.

Bibliographie complémentaire :

BATEAU, Émile, 2018. « Bonjour-bonsoir. Des habitants face à la rénovation urbaine », *Métropolitiques*, 4 avril 2018. <https://www.metropolitiques.eu/Bonjour-bonsoir-Des-habitants-face-a-la-renovation-urbaine.html>

BLANCHARD, Pascal, 2013. *Histoires, patrimoine et mémoires dans les territoires de la politique de la ville*. ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement.

BLANCHON, Bernadette. « Pratiques et compétences paysagistes dans les grands ensembles d'habitation, 1945-1975 », *Strates* [En ligne], 13 | 2007, mis en ligne le 05 novembre 2008. <http://journals.openedition.org/strates/5723>

CHARMES, Éric, 2009. « Pour une approche critique de la mixité sociale. Redistribuer les populations ou les ressources ? », *La Vie des idées* [En ligne], 10 mars 2009. <https://laviedesidees.fr/Pour-une-approche-critique-de-la-mixite-sociale.html>

DAVODEAU, Hervé. « Intégrer le politique dans la formation des paysagistes », In : *Géo-Regard* n°8 « Les dimensions politiques du paysage » (dir. A. SGARD et G. RUDAZ), 2015, p. 69-83/145.

DAVODEAU, Hervé, TOUBLANC, Monique. « Les usages pédagogiques du jeu de rôle dans la formation des professionnels du paysage ». In : SGARD, Anne, PARADIS, Sylvie (dir.), 2019. *Sur les bancs du paysage*. Genève : MétisPresses, p. 129-147/252.

DELBAERE, Denis, 2016. *Table rase et paysage : Une exploration des paysages de la modernité pour un nouveau critique du planisme*. Paris : Pétra.

ESCAR N. 2017. *Quelle rénovation verte du Grand Belle-Beille ? Étude de cas d'un quartier en rénovation urbaine*. M2 PUSM.

JUTEAU, Fañch, ROCHARD, Sébastien, 2020. *Belle-Beille 2018-2019, Chronique d'une Rénovation Urbaine*. Report'Cité éducation aux médias.

LÉGÉ, Bernard, TANTER, Annick. « Squatters et castors : l'action de Christine Brisset à Angers

(1946-1962) », *Les annales de la recherche urbaine*, n°33, 1987, p. 87-96.

SGARD, Anne (dir.). « Construire en commun par le paysage. Trois controverses paysagères relues à l'aune du bien commun ». In : *Espaces et sociétés*, n° 175, 2018, p. 105-122.

ZRINSCAK, Georgette. « Enseigner le terrain en géographie », In : *L'information géographique* vol. 74, 2010, p. 40-54.

Mots-clefs : renouvellement urbain, participation citoyenne, éducation populaire, grands ensembles, éco-quartier, mixité sociale.